

MONDE FRANCE

EN BREF



La Sixième Avenue à New York,
le 25 janvier. | PHOTO : C. TRIBALLEAU, AFP

Un froid polaire meurtrier aux États-Unis

C'est l'un des pires épisodes hivernaux de ces dernières décennies : la tempête qui frappe les États-Unis depuis samedi a fait au moins vingt et un morts, privé d'électricité près de 800 000 foyers et conduit à l'annulation d'au moins 19 000 vols. De fortes chutes de neige, liées au passage d'une masse d'air arctique, sont encore attendues ces prochains jours. Une vingtaine d'États sont en état d'urgence. Au Canada, le Québec a aussi enduré des températures ressenties jusqu'à -45°C, dimanche.

Chine : Xi Jinping poursuit ses purges dans l'armée

L'accusation est un classique pour évincer de potentiels rivaux... Samedi, le ministre de la Défense a annoncé une enquête pour « graves violations de la loi » à l'encontre du plus haut gradé de l'armée, le général Zhang Youxia, 75 ans. Depuis son arrivée au pouvoir, en 2012, le président Xi Jinping a opéré un radical nettoyage politique, au nom de la lutte contre la corruption. Deux ministres de la Défense et plusieurs généraux en ont déjà fait les frais.

En Suède, la prison dès l'âge de 13 ans

Le gouvernement d'Ulf Kristersson (centre-droit), soutenu par l'extrême droite, a annoncé lundi un projet de loi visant à abaisser l'âge de la responsabilité pénale de 15 à 13 ans pour les crimes les plus graves : meurtres, tentatives de meurtre, viols, attaques à l'explosif... La criminalité organisée et les règlements de comptes entre gangs ont bondi ces dix dernières années en Suède. Des représentants de la police, des procureurs et des responsables pénitentiaires s'opposent déjà à ce projet.

Israël a identifié la dépouille du dernier otage

Les 251 otages enlevés par le Hamas ont bien « été ramenés », a confirmé l'armée israélienne, lundi. Le corps du dernier captif, Ran Gvili, retrouvé la veille dans une fosse commune au nord de Gaza, a été identifié et rendu à ses proches afin d'être inhumé. Ran Gvili, un policier alors âgé de 24 ans, avait été tué lors de l'attaque de son kibbutz Alumim, dans le sud d'Israël, le 7 octobre 2023. Les membres du mouvement islamiste Hamas avaient emporté sa dépouille avec eux en se retirant dans Gaza.

Indonésie : des disparus après un éboulement

Deux jours après le glissement de terrain qui a fait dix-sept morts dans l'île de Java, soixante-treize personnes étaient toujours portées disparues, lundi. Des pluies torrentielles sont à l'origine de cet éboulement qui a partiellement englouti deux villages près de Bandung. L'Indonésie connaît des épisodes de pluies plus longs et plus denses sous l'effet du dérèglement climatique. Le déboisement n'arrange rien : 240 000 hectares de forêt primaire ont été rasés en 2024, selon The TreeMap.

Municipales : le Parti socialiste en quête d'un nouveau souffle

Politique. Le parti à la rose veut, à minima, conserver ses bastions dans les métropoles et les villes moyennes. Il rêve également de Toulouse, Strasbourg, Limoges, Saint-Étienne...

● Yves-Marie Robin

La bataille est lancée. À moins de deux mois des élections municipales, les dimanches 15 et 22 mars, le Parti socialiste est en ordre de marche... Tout en ne niant pas qu'il joue gros après des scrutins passés (présidentielle et législatives) assez peu convaincants, voire catastrophiques. À la tête, aujourd'hui, de 1 200 municipalités, et dirigeant un quart des villes de plus de 20 000 habitants, le PS entend, au minimum, conserver ses bastions. Au mieux, en conquérir d'autres.

Toulouse, « la cerise sur le gâteau »

Ainsi, les « roses » n'imaginent pas perdre leurs villes historiques que sont Rennes (Ille-et-Vilaine) avec Nathalie Appéré ; Nantes (Loire-Atlantique) avec Johanna Rolland ; ou encore Brest (Finistère) avec François Cuillandre. Après le départ de Martine Aubry, à la tête de la capitale du Nord pendant vingt-quatre ans, le PS va chercher à tout prix à conserver Lille dans son escarcelle. Tout comme Nancy (Meurthe-et-Moselle) et Montpellier (Hérault).

Pour son expansion, le parti pourrait prendre la route de l'Alsace. La « revenante » Catherine Trautmann, 75 ans, espère retrouver son fauteuil de maire de Strasbourg qu'elle avait occupé entre 1989 et 2001, et ravir la tête de la mairie à



L'eurodéputé Pierre Jouvet, le M. élections du Parti socialiste. Le PS prévoit de présenter 2 000 têtes de liste aux municipales. | PHOTO : SÉBASTIEN DUPUY, AFP

l'écolologue Jeanne Barseghian qui l'avait battue il y a six ans. Autres chances de victoires pour les socialistes : Amiens (Somme), Limoges (Haute-Vienne) ou encore Saint-Étienne (Loire), après l'incarcération du maire de droite Gaël Perdriau, à la suite de sa condamnation pour chantage à la sextape.

Une victoire également à Toulouse (Haute-Garonne) serait « la cerise

sur le gâteau », selon les propos de l'eurodéputé Pierre Jouvet, le Monsieur élections du PS. Le candidat François Briançon aura, toutefois, fort à faire face au sortant Jean-Luc Moudenc (Horizons). Autres priorités pour le parti à la rose : conserver Paris, alors que cela s'annonce serré entre Emmanuel Grégoire et Rachida Dati. Autre défi de taille : garder Marseille (Bouches-

du-Rhône) dans le giron de la gauche face à la forte poussée du député Franck Allisio (Rassemblement national).

Une ouverture aux Insoumis ?

Au total, le Parti socialiste prévoit de présenter 2 000 têtes de liste. « Nous sommes de loin, la force politique qui va investir le plus de candidats pour être maires », insiste

Pierre Jouvet. À titre de comparaison, le Rassemblement national et son allié l'UDR d'Eric Ciotti espèrent avoir « 700 chefs d'équipe » comme le laissait entendre Julien Sanchez, le directeur de campagne du RN, en décembre. À l'autre extrémité de l'échiquier politique, La France insoumise (LFI) engagera des listes dans plus de 500 communes.

Pour le premier tour de ces municipales, le PS « s'enorgueillit » d'avoir noué des alliances avec les autres partis de gauche, hors LFI, principalement le Parti communiste et/ou les écologistes « en fonction des différentes situations locales ». Ces accords pourraient-ils évoluer entre les deux tours, avec d'éventuelles ouvertures aux Insoumis ? « Cela pourrait se produire dans certains endroits », reconnaît Pierre Jouvet. En cas de fortes menaces du RN au second tour, le Parti socialiste appellera toujours à le battre dans les villes où nous ne pourrons pas l'emporter. »

Peu avare en tacles, l'eurodéputé déplore « l'obsession unique, exclusive » de La France insoumise « de concentrer ses attaques sur les socialistes ou ses partenaires de gauche », durant cette campagne municipale. Il prévient, d'ailleurs, le parti de Jean-Luc Mélenchon du risque de défaite de la gauche au second tour, en cas de maintien du ou de la candidate LFI à Paris et à Marseille.

La primaire à gauche divise

● Yves-Marie Robin

À peine annoncée, en vue de la présidentielle 2027, la primaire de la gauche « nom melenchoniste » – prévue le 11 octobre 2026 – a-t-elle déjà du plomb dans l'aile ? Quelques heures après la rencontre de Tours (Indre-et-Loire), ayant réuni samedi Clémentine Autain (L'Après), Lucie Castets, Marine Tondelier (Les écologistes), Olivier Faure (Parti socialiste) et François Ruffin (Debout !), les critiques s'abatent sur cette initiative. Venant de Raphaël Glucksmann (Place publique), notamment. « Cette primaire, c'est la volonté de ne pas choisir entre d'un côté Jean-Luc Mélenchon, le populisme, la brutalisation du débat ; de l'autre, une gauche sociale-démocrate assumant vouloir gouverner le pays », explique l'eurodéputé.

Chez une partie des « roses », c'est également la soupe à la grimace. Le sénateur Patrick Kanner juge qu'une primaire n'est pas un gage de réussite. Et s'interroge sur la présence d'Olivier Faure à Tours, « alors qu'il n'avait pas de mandat du bureau national ». Les militants socialistes se prononceront, après les municipales, sur l'opportunité ou pas de participer à ce scrutin à gauche. Lui, a tranché. François Hollande estime que cette primaire « repose sur du sable, faute d'un programme solide ». Il en appelle plutôt « à un large rassemblement », de Raphaël Glucksmann à Bernard Cazeneuve, de Yannick Jadot à Laurent Berger... .

Budget : le flop de la taxation des riches

● Jacques Sayagh

1. La contribution des hauts revenus

La contribution des hauts revenus, instaurée dans le budget 2025, est reconduite dans celui de 2026. Mais elle ne devrait rapporter que « 650 millions d'euros ». Loin des deux milliards espérés à l'origine.

Déjà, le rendement 2025 s'annonçait très décevant : environ 400 millions, a révélé Le Monde. Rappelons que cette contribution avait été annoncée en octobre 2024 par le gouvernement Barnier. Mais il avait été renversé début décembre 2024. Et le budget 2025 n'avait été voté que deux mois plus tard. Si bien que la contribution n'avait pas pu s'appliquer aux revenus 2024, mais à ceux de 2025.

« Ce décalage a permis à certains d'optimiser, en anticipant le versement de dividendes », reconnaît Bercy. Autrement dit, certains dirigeants d'entreprise se sont rémunérés fin 2024, avant l'instauration de la taxe, afin de réduire leur impôt.

Bercy n'exclut pas que d'autres stratégies d'optimisation soient mises en œuvre cette année. « Nous travaillons sur les bonnes modalités pour la suite. »

2. La taxe holding

Une holding est une société, qui en détient une autre. « La filiale, après avoir payé l'impôt sur les bénéfices, peut distribuer des dividendes et les faire remonter à la holding, son actionnaire, avec un abattement de 95 % », détaille Esther Le Guellec, avocate fiscaliste à Rennes. Les associés échappent ainsi à l'impôt sur les dividendes.

Pour y remédier, le gouvernement instaure une taxe sur les holdings. Mais le projet initial a été amendé notamment par le député LR Philippe Juvin. Il a exclu de l'assiette de la taxe « la trésorerie, qui joue un rôle central dans la stratégie des PME ». Et l'a recentrée sur les « biens somptuaires ». La droite sénatoriale a repris cette proposition, qui se retrouve dans le texte final. Si bien que la taxe ne devrait rapporter que 100 millions (à partir de 2027), au lieu des 900 millions escomptés.

3. Le pacte Dutreil

La niche fiscale sur la transmission d'entreprise est revue. « Les biens somptuaires sont, là aussi, exclus de l'abattement : yachts, bijoux, etc. », note Esther Le Guellec. Le rendement n'est pour l'instant pas évalué.

Quand Michel-Édouard Leclerc fait de la politique

● Recueilli par Patrice Moyon

Entretien

Michel-Édouard Leclerc, président du comité stratégique du groupe Leclerc.

Vous participez ce mardi à un atelier consacré à l'écologie. Vous pourriez devenir ministre comme Serge Papin ?

Il en rêvait depuis longtemps. Ce n'est pas mon cas. À l'invitation de Gabriel Attal, je participerai à une table ronde au côté du président du Medef Patrick Martin, de l'intellectuel Alain Finkielkraut et de l'expert environnementale Marine Braud. Thierry Cotillard, président d'Intermarché, y sera également. C'est important que les entrepreneurs s'expriment sur la société et nourrissent les débats politiques. Car la distribution, c'est très politique. La défense de l'environnement ne doit pas servir de prétexte au retour de l'inflation. La nouvelle économie, plus vertueuse, doit rester accessible à tous.

Qu'est-ce qui vous frappe dans la crise politique actuelle ?

Depuis deux ans, on ne parle pas suffisamment de la façon de sortir de la trappe à bas salaires. Il y a aussi un vide des programmes à gauche



Michel-Édouard Leclerc. | PHOTO : STÉPHANE GEUFROI, ARCHIVES OUEST-FRANCE

et à droite. Faire de la politique pour moi, c'est servir l'intérêt des Français. Si je suis « l'influenceur » du groupe Leclerc, c'est aussi pour ça.

La shrinkflation – des produits contenant moins que ce qu'on imagine –, c'est un vrai phénomène ?

Diminuer le nombre de produits dans un paquet sans baisser les prix, cela relève de la tromperie. Mais c'est un phénomène qui est resté marginal.

Quel est le vrai sujet alors ?

C'est celui du pouvoir d'achat des Français. On oublie que le salaire médian en France, c'est à peine 2 000 €. Et si l'alimentaire représen-

te 14 à 15 % du budget des ménages, ce pourcentage monte à 30 % pour les plus modestes. Cette catégorie de population représente entre 15 et 20 millions de Français. On peine à se rendre compte de l'impact qu'ont eu les 25 à 30 % d'augmentation des prix depuis 2022. Les consommateurs ont plébiscité la marque Eco Plus, qui a fait un bond de plus de 30 %. Partout on a assisté à du remplacement ou à du glissement de produits. Là où il y avait du saumon, on a mis de la truite en restauration collective. La jeune génération buvait déjà moins de vin, elle est passée à la bière.

Dans cet environnement très instable, peut-on encore faire des choix à dix ans ?

Leclerc déploie ses investissements dans les énergies nouvelles, la décarbonation et la promotion d'une alimentation plus saine, sans se préoccuper des hésitations récurrentes dans les débats à l'Assemblée nationale. Nous nous projettions à l'horizon 2030-2035. On ne reviendra pas en arrière. Les Français consommeront différemment. J'en suis persuadé.

Comment est-ce que cela se traduit dans notre panier de courses ?

Prenons l'exemple du Nutri-Score, nous le publions sur l'ensemble de

« L'avenir, c'est moins de sucre, moins de sel, moins de pesticides en agriculture. »

MICHEL-ÉDOUARD LECLERC

nos marques distributeur. Et je soutiens sa généralisation. L'avenir, c'est moins de sucre, moins de sel, moins de pesticides en agriculture. Je pense aussi qu'avec une intelligence artificielle personnalisée, les consommateurs voudront mieux maîtriser leur qualité de vie.

Et les vêtements ?

Progressivement durant l'année, l'ensemble des produits Tissaya (4 000 références de vêtements) afficheront leur coût environnemental. Chaque étiquette intégrera un QR Code qui permettra avec le smartphone d'informer les clients sur les émissions de CO₂, l'usage de l'eau et l'énergie, l'impact carbone et les informations relatives à la traçabilité et à la certification de l'offre. Ce dispositif pédagogique est fondé sur une méthodologie française encadrée par Ecobalance. Les premiers produits étiquetés sont déjà en rayons !